

Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, il est difficile de parler de véritable mouvement étudiant. Ceux-ci ont bien sûr pris part aux événements de 1830 et 1848 mais plus par solidarité avec la population qui s'insurgeait que par des caractéristiques proprement estudiantines.

C'est avec la III^e République que naissent les premières associations d'étudiants.

En 1877 se crée à Nancy la première « société des étudiants », suivie par Bordeaux en 1882, Paris en 1884, Toulouse en 1886, Grenoble en 1888... Au début du siècle, toutes les villes universitaires ont leur société des étudiants qui prennent le nom d'Association générale des étudiants (AGE).

Ce n'est que trente ans après la création de la 1^{re} AGE, que celles-ci se réunissent à Lille le 4 mai 1907 et créent l'Union nationale des associations générales des étudiants de France.

L'UNEF est née.

Des débuts folkloriques

Les étudiants du début du siècle n'ont que peu de soucis matériels. Ils sont pratiquement tous issus de la bourgeoisie.

Cette composition sociale a des conséquences sur l'activité des AGE. Leur rôle se borne à l'organisation de bals, fêtes et chahuts divers. La cotisation y est élevée et il faut le plus souvent être parrainé.

Dans la mesure où l'amusement demeure la seule activité, la nécessité d'une coordination nationale ne se fait sentir aucunement. A l'inverse, le chauvinisme local connaît de beaux jours. Un antagonisme profond sépare les villes universitaires entre elles.

La toute jeune Union nationale n'a alors que très peu d'influence.

Cependant un fait significatif : les AGE sont déjà les seules associations étudiantes où ne soit fait aucune distinction politique, philosophique ou religieuse.

Lorsque la guerre de 14-18 éclate, met fin à cette vie facile et pose de façon brutale de terribles problèmes sociaux à l'université, c'est tout naturellement vers leur AGE que se tournent les étudiants pour organiser l'entraide devenue indispensable.

La Première Guerre mondiale et les changements qu'elle occasionne dans le paysage social du pays vont bouleverser cette tranquillité bienveillante des AGE.

De folklo en Corpo

Nombreux sont ceux qui ont fait l'expérience de la guerre et retournent à l'université dans un contexte de crise économique et de vie rendue plus difficile. La gratuité de l'enseignement secondaire à partir de 1930 et la création de bourses favorisent l'accès de nouvelles couches sociales à l'université qui cesse d'être ce monde clos réservé à une élite.

Peu à peu les AGE prennent en compte cette réalité et mettent en place une série de services corporatifs qui vont les transformer de sociétés de bals en sociétés de bals et d'entraides.

Dans les AGE sont créés des Restau U, des services logement...

Ces services corporatifs s'étendent et s'organisent à l'échelon du pays.

C'est l'époque où l'UNEF crée :

- l'Office du tourisme universitaire (OTU),
- l'Office du sport universitaire (OSU),
- le Bureau universitaire de statistiques,
- le Centre national des œuvres en faveur des étudiants,
- ...

Même si on assiste à de premières actions revendicatives, celles-ci restent limitées et l'on se contente souvent d'en rester à la simple expression de vœux.

Les étudiants restent dans leur grande masse isolés des luttes du pays et c'est une partie infime mais grandissante

qui, dans le cadre du Front populaire, prend part à la lutte contre le fascisme et la paix.

L'Occupation : Neutralité et Résistance

L'UNEF dans cette période a des visages différents.

La direction nationale s'affirme d'une neutralité coupable vis-à-vis de l'occupant et d'une complaisance certaine pour le régime de Vichy. Bien que l'UNEF n'est jamais collaboré en tant que telle, elle n'a pris position ni lors de la défaite, ni au moment des déportations, ni à la Libération.

Cependant bien des étudiants ont rejoint les mouvements de Résistance dès 1940. L'honneur de l'UNEF est sauvée par l'action des Equipes d'étudiants patriotes regroupant communistes, gaullistes, chrétiens, socialistes, démocrates de toutes tendances qui rejoignent le combat contre l'occupant.

Ainsi des AGE comme Grenoble ou Lyon entrent complètement dans la Résistance face à l'occupant nazi.

A Paris, François Lescure, responsable de l'UNEF pour la France occupée organise avec courage la première grande manifestation de résistance que fut la « marche à l'Etoile » du 11 novembre 1940. Plusieurs milliers d'étudiants s'y retrouvèrent pour aller s'incliner sur la tombe du soldat inconnu et manifester la volonté de la jeunesse estudiantine de lutter contre l'asservissement de l'université, pour la libération de la France.

1946 : Naissance du syndicalisme revendicatif

La fin de la guerre voit le retour de ceux qui se sont pleinement investis dans la Résistance et qui veulent donner à l'UNEF un autre visage, celui d'union nationale prenant toute sa place dans la vie nationale. D'autant que l'université d'après-guerre sous l'impulsion du Conseil national de la Résistance, s'ouvre à des couches sociales jusque-là écartées de l'enseignement supérieur. Le 24 avril 1946, le congrès de Grenoble adopte la Charte de Grenoble, qui, pour la première fois, définit l'étudiant, ses droits et ses devoirs, sa place dans la société. Cette même année, l'UNEF participe activement à la création de l'Union internationale des étudiants (UIE) dans le souci de lutter pour le rapprochement des peuples et des étudiants, et pour que jamais plus le monde ne connaisse le racisme, la xénophobie et la cruauté de ce qu'il venait de vivre.

Dès lors, l'UNEF développe des actions revendicatives importantes, faisant appel à la grande masse des étudiants. La première grande grève contre l'augmentation des droits d'inscription a lieu en juin 1947. Le 23 septembre 1948, l'UNEF obtient le vote par le Parlement d'une loi étendant le bénéfice de la sécurité sociale aux étudiants. La MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France) est alors créée pour gérer la Sécu.

Cependant, l'UNEF n'est pas complètement acquise au syndicalisme, et des tensions importantes opposent les tenants des corporations et du syndicalisme vont faire apparaître des divisions dans une Union nationale, à la fois puissante et fragile.

La grande UNEF

Toute cette période est dominée par le problème algérien. Une écrasante majorité des étudiants refuse de considérer que la guerre d'Algérie ne les concerne pas. Ce sont eux qui

partent les premiers. L'UNEF s'engage donc aux côtés des syndicats ouvriers et des organisations de jeunesse dans la lutte pour la paix en Algérie. L'UNEF s'y affirme comme une organisation qui compte et y conquiert une reconnaissance publique de véritable syndicat. Un étudiant sur deux est alors syndiqué à l'UNEF. Le Gouvernement lui fait payer son intransigeance en supprimant sa subvention.

Pendant toutes ces années, le problème « algérien » est devenu l'axe principal du syndicat. L'action revendicative de masse sur les problèmes étudiants est délaissée.

La liquidation

Les divisions politiques du pays, exacerbées par la guerre froide, rendent l'unité du syndicat précaire. Celle-ci n'est en fait qu'une cohabitation difficile où les rancœurs s'exaspèrent.

En 1961, sous la houlette de Michel Debré, un certain nombre de corporatistes traditionnels et d'étudiants engagés dans des organisations politiques d'extrême droite, refusant l'évolution démocratique du syndicat, quittent l'UNEF, et fondent la Fédération nationale des étudiants de France (FNEF aujourd'hui disparue), avec l'appui évident du Gouvernement de l'époque. Deux des composantes fondamentales de l'UNEF, qui ont compté énormément dans son histoire et son évolution syndicale, l'UEC et la JEC, traversent une période de difficultés qui va durer quelque temps. L'UNEF est alors prise en main par les étudiants du PSU. Les dirigeants pratiquent une politique de liquidation du syndicat, tant sur le plan matériel et financier que sur le terrain revendicatif. C'est la théorie des « minorités agissantes » qui prend le dessus, laissant de côté l'action de masse des étudiants. Les étudiants ne se reconnaissent plus dans les mots d'ordre et les actions du syndicat qui pratique dès lors la délégation de pouvoir à tour de bras. L'UNEF connaît une grave hémorragie d'adhérents. Les soucis du syndicat sont bradés au profit politicien du Bureau national. Les conséquences en sont extrêmement graves pour les étudiants dont les intérêts ne sont plus défendus.

Les difficultés de vie et d'étude des étudiants n'en continuent pas moins de s'aggraver. Le mécontentement grandit dans un contexte social tendu, et sans une UNEF puissante capable de faire s'exprimer clairement les revendications et de rassembler les étudiants dans la lutte pour les satisfaire.

68 :

Sursaut dans le déclin

En mai-juin 1968, c'est l'explosion : les étudiants se tournent quand même vers l'UNEF qui jouit toujours d'un certain prestige issu du temps de la guerre d'Algérie et qui, de toute manière, reste le seul pôle de rassemblement possible. Mais par son incapacité à répondre aux préoccupations étudiantes, son refus de participer aux accords de Grenelle, et sa complaisance à l'égard des groupuscules gauchistes, l'UNEF se saborde elle-même, et perd le peu de crédit qui lui restait. Le syndicat devient lieu de luttes intestines des différentes formations politiques de gauche. En décembre 1968, c'est une UNEF défigurée par les innombrables groupuscules, une UNEF qui n'a plus aucune assise matérielle, qui ne compte plus que 7 000 adhérents, qui se réunit en congrès à Marseille. Le débat posé est celui de la transformation de l'UNEF. Les tendances politiques jouent le black-out autour de la question : faut-il transformer l'UNEF en mouvement politique de masse ? Le débat est rude entre les tenants de cette volonté de soumission du syndicat aux divers groupements politiques, et ceux qui défendent l'orientation syndicale.

En route pour le renouveau

Pour conserver à l'UNEF son orientation syndicale, et aller vers un grand syndicat de masse prenant réellement en compte les revendications des étudiants et leur permettant d'aboutir, les associations générales de Brest, Lille, Mulhouse, Nancy, Nice, Orsay, Saint-Etienne, et Toulouse, décident de se constituer tendance syndicale de masse, pour faire revivre le syndicalisme et la défense des revendications, pendant le 57^e congrès en décembre 1968 à Marseille. Cette tendance prend le nom de : « tendance pour le renouveau de l'UNEF ».

Premières élections

Dès lors, les militants du renouveau prennent en charge la bataille revendicative du syndicat que la direction nationale refuse de mener, relance la campagne de syndicalisation volontairement stoppée par les liquidateurs. La présentation des listes du syndicat aux élections universitaires (un des grands acquis de mai 68) oppose encore une fois les militants du renouveau et les autres tendances. En effet, alors que l'UNEF liquidatrice considère comme une compromission la présentation de candidats, le renouveau décide de ne pas laisser l'avenir de l'université aux mains des mandarins et des organisations étudiantes réactionnaires et donc de se présenter aux premières élections de 1969. Les listes « pour le renouveau de l'université » font un tabac, mettant en évidence l'intérêt porté par les étudiants à la rénovation du syndicat.

Alors que sur les campus, dans l'expérience de la lutte, le syndicalisme se fraye un chemin, la lutte interne, faite de scissions et de réunifications éphémères de groupuscules, continue d'enfoncer l'UNEF (hors renouveau) dans la crise.

Départ de la direction liquidatrice

En janvier 1971, le Bureau national, composé des étudiants du PSU appelle à quitter l'UNEF et démissionne. Il tente de livrer la direction de l'UNEF moribonde aux trotskystes de l'AJS (qui prendra les noms d'OCI-PCI-MPPT-MEAS-OJR-FER au fil des ans). L'AJS convoque autoritairement un congrès à Dijon.

Devant l'absence statutaire de direction officielle, les comités d'action pour le renouveau de l'UNEF appellent, conformément aux statuts, une assemblée générale du syndicat. Plus de la moitié des C.A. (127 sur 230) représentant la grande masse des syndiqués, répond à l'appel. Cette assemblée, après avoir fait le point de la situation, tant universitaire que celle du syndicat, convoque, toujours selon les statuts, les 59^e congrès de l'UNEF, à Paris les 4, 5 et 6 mars 1971.

Le congrès du renouveau

Le 59^e congrès s'attache à définir l'orientation syndicale. Le nouveau Bureau national, élu sous le mot d'ordre « aide et défense des étudiants », a pour tâche de jeter les bases de reconstruction du syndicat. Pendant ce temps, l'AJS maintient le congrès de Dijon, refusant ainsi la convocation démocratique du congrès de Paris. Au cours de ce congrès, les scissionnistes décident de créer l'Unef-US (qui n'existe plus aujourd'hui).

Retour en force du syndicalisme

A partir de 1971, la bataille du renouveau prend un nouvel angle. Dès 1972, l'UNEF définit une plate-forme revendicative et jette les bases d'une vie réellement démocratique dans le syndicat. 1973 verra le premier grand mouvement à l'université depuis 1968 : celui contre la réforme des premiers cycles. Tirant les enseignements de ce vaste mouvement où l'UNEF joua le premier rôle, le débat dans le syndicat permet de remettre celui-ci complètement sur pied, en montrant la nécessité de lier trois éléments : la défense et l'aide quotidienne aux étudiants, le déclenchement d'actions nationales sur de grands thèmes revendicatifs et la volonté de changements exprimée par les étudiants.

Le riche bilan du renouveau

Dans l'année 74-75, l'UNEF s'affirme comme l'organisation de lutte déterminante à l'université. Elle anime la vie des UER et des facultés. Elle est présente dans chaque lutte locale, comme au plan national. Elle engage l'action la plus large contre les projets sélectifs des ministres Fontanet, puis Soissons qui, prétextant d'un contexte de crise, veulent faire payer à l'étudiant le coût de sa formation. Le Gouvernement supprime une deuxième fois la subvention de l'UNEF alors que pour toutes les autres formations étudiantes elle est maintenue (UNI-Unef US...).

Lors du 62^e congrès du syndicat à Lyon, en 1975, l'UNEF peut faire un riche bilan, les bases du syndicalisme sont reconstruites, la page du renouveau peut être tournée.

Soisson - Sauvage - Saunier et les autres

L'action contre le projet de réforme du second cycle, à laquelle appelle le Collectif dès janvier, permet de faire démarrer les grandes luttes de 1976. Le 15 avril, 200 000 étudiants manifestent dans toute la France. L'angoisse de l'avenir, liée à la déqualification et l'angoisse du chômage, donne à ce mouvement une ampleur et une force inégalées. Les grèves à l'initiative de la seule UNEF durent quatre mois.

Le congrès de Toulouse, en mai, est alors marqué par l'adoption d'une nouvelle « charte du syndicalisme étudiant » qui prend en compte le vaste mouvement de 1976 et répond mieux aux réalités et nécessités de l'université.

Jusqu'en 1981, l'UNEF développe les revendications de changement de l'université au travers des luttes contre les réformes

Sauvage et Saunier qui remettent gravement en cause la démocratie et attaquent le droit des étudiants étrangers.

« Réunification » : piège à flocons

C'est l'époque que choisissent l'OCI (ex AJS), la LCR et des étudiants socialistes pour mettre sur pied une nouvelle organisation. Oubliant leurs querelles qui depuis 10 ans font naître et mourir divers groupuscules (MAS-MARC-COSEF-Unef-US-CLERU) et refusant toujours l'évolution syndicale, démocratique, indépendante et unitaire de l'UNEF, ils créent l'outil de la division du mouvement étudiant : l'Unef-ID (qu'ils nomment avec humour « Indépendante et Démocratique »).

Ils choisissent alors le fonctionnement par tendances politiques, celui-là même qui avait failli mener l'UNEF à sa mort avant sa rénovation.



François Lescuré, initiateur de la marche à l'Etoile, le 11-11-40

Construire l'université nouvelle

Avec l'arrivée de la gauche, l'UNEF s'affirme comme force de propositions pour la construction d'une université nouvelle. Elle gagne l'abrogation de la loi Sauvage, une revalorisation des bourses et la mise en chantier d'une réforme de l'enseignement supérieur. L'UNEF prend une place importante dans l'élaboration et la mise en œuvre de la loi Savary. Elle mobilise les étudiants sur la rénovation des premiers cycles qui risque de rester lettre morte par manque de volonté gouvernementale devant les pressions patronales.

Le temps des désillusions

Les multiples blocages, tant politiques des mandarins, que financiers du gouvernement, à la démocratisation de l'enseignement supérieur, vident, de ce fait, la réforme Savary de son contenu et maintient l'université dans le statu quo de l'échec et de l'abandon.

Mais, dès 1984, Chevènement n'en reste plus au statu quo. Au contraire, c'est une politique résolument élitiste, baptisée républicaine, pour paraître légitime et acceptable, qui est mise en place. Elle se traduit par la création de nombreuses filières d'élite type « magistères », permettant à une infime minorité d'étudiants d'être bien formés au détriment de la grande masse. L'aide sociale est laissée dans son état de délabrement. La construction de logements en résidences universitaires, promise, est remise en cause. La réforme des œuvres est stoppée, les circulaires Joxe et Massot portent gravement atteinte aux droits des étudiants étrangers.

Dès la rentrée 1984, l'UNEF, constatant la remise en cause de nombreux acquis, ap-

pelle à défendre les œuvres en proposant le débat sur ses propositions pour leur développement. L'espoir de changement suscité par l'élection de François Mitterrand, dans la communauté universitaire, avait plongé les étudiants dans un attentisme, délaissant par là même, les actions de masse.

On n'est pas des pigeons

Considérant dangereux cet attentisme, l'UNEF réaffirme avec force la nécessité pour chacun de prendre ses affaires en main, de ne déléguer à personne le soin de décider à sa place.

La conférence des Bureaux d'Age d'Antony, en février 1985, marque en ce sens un réajustement de l'orientation du syndicat qui va permettre le développement des luttes dans de nombreuses villes universitaires. Le 3 mai 1985 à Paris, les étudiants manifestent à l'appel de l'UNEF contre l'augmentation des droits d'inscription de 32 %, les suppressions de diplômes, les mesures discriminatoires à l'égard des étudiants étrangers, pour l'inscription de tous les bacheliers dans la filière et la fac de leur choix sous le mot d'ordre : « On n'est pas des pigeons, on veut vivre, étudier, décider. »

La mobilisation s'intensifie dans les universités à partir des problèmes locaux qui trouvent leur expression dans les choix politiques du ministère. La déréglementation dans laquelle se trouvent les universités, du fait de l'application partielle de la loi Savary, et du laxisme gouvernemental pour accélérer cette application statutaire, permet aux universités de faire tout et n'importe quoi. L'UNEF ne se laisse pas faire, et oppose l'action des étudiants à chaque attaque remettant en cause le droit aux études.

La construction du rapport de force

A la rentrée 1985, le gouvernement supprime la participation de l'Etat à la sécu étudiante : l'UNEF organise seule la riposte pour le réengagement de l'Etat. A Marseille, en février 1986, ce sont plus de 3 000 étudiants qui manifestent contre la volonté de la fac de faire payer jusqu'à 4 000 F de droits d'inscription. Peu après, c'est à Aix, la veille du 71^e congrès, du syndicat, que les étudiants font une journée de grève contre les atteintes dont ils sont victimes.

Les prémices de novembre-décembre 86

En mai 1986, le 71^e congrès de l'UNEF, à Limoges, décide de faire grandir la mobilisation qui commence à s'exprimer à son initiative. De retour du congrès, le syndicat organise des manifestations contre le projet Foyer qui propose des facs concurrentielles, la libération des droits d'inscription. Dans toutes les villes universitaires, les AGE de l'UNEF appellent à l'action tout azimut. Le 28 mai, l'UNEF organise une journée nationale d'action pour la défense du droit aux études à laquelle participent plus de 40 000 étudiants. Peu après, Devaquet annonce la non-libération des droits. C'est une première victoire.

Juillet pour inscrire tout le monde, puis dès le mois d'octobre contre le projet Devaquet, l'UNEF organise seule de grandes manifestations : Nice en octobre, Limoges le 4 novembre, Saint-Etienne le 5 novembre, la fac de sciences est en grève, Nancy le 6 novembre, le 17 novembre Villetaneuse se met en grève à l'appel de l'UnefID.

Très vite c'est le grand mouvement vainqueur de l'automne.



80^e anniversaire de l'UNEF : le 10 mai 1987 à MONTREUIL